

- L'opérationnalisation des équipes des bénéficiaires contractants prend assez de temps. Un suivi rapproché est nécessaire pour l'atteinte des résultats ;
- Vérifier la formation du staff mobilisé dans la mise en œuvre
- La mise en place d'espaces de concertation et de partage (succès/échecs) trimestriels entre les bénéficiaires contractants/prestataires et les agences de mise en œuvre qualifie davantage leurs actions et leur permet de mieux collaborer

Projets de l'UE en cours en liens avec le secteur privé: INTEGRA (65 000 000 EUR), REFILA (5 000 000 EUR), économie créative (2 400 000 EUR), PACCAF (3 600 000 M EUR) (formalisation des entreprises).

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est basée sur le renforcement des capacités des acteurs institutionnels, économiques et techniques clés de l'écosystème entrepreneurial guinéen via l'amélioration des services financiers et non-financiers à destination des femmes entrepreneures du dispositif public et privé en place. Il s'agit de contribuer à la construction d'une offre plus adaptée et d'un environnement plus favorable, pouvant répondre aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures et à accompagner leurs initiatives sur le long terme afin de créer de la croissance et de l'emploi inclusif.

Le projet s'inscrit ainsi dans un dialogue de politique publique avec les principales parties prenantes nationales intervenant sur les politiques en matière d'égalité entre les sexes, d'autonomisation économique des femmes et d'entrepreneuriat. L'approche est donc participative et vise la durabilité des actions entreprises au-delà de la durée du projet.

Dans les territoires de Basse-Côte et de Guinée forestière en particulier, où l'offre entrepreneuriale couvre très peu les besoins des entrepreneurs et encore moins les besoins différenciés des femmes et des hommes, le projet appuiera de manière spécifique les bénéficiaires femmes exerçant déjà des activités (formelles ou informelles) à travers une approche intégrée dans la prise en compte de leurs besoins (au-delà des services financiers et non-financiers classiques) ; et en lien avec les acteurs et services locaux pouvant également contribuer au développement de leurs initiatives et à la levée des barrières structurelles identifiées dans le contexte du projet.

Finalement, la logique d'intervention sous-jacente à cette action repose sur quatre principes :

- Alignement du projet au programme gouvernemental sur la politique publique d'appui au secteur privé et à l'autonomisation des femmes ;
- Projet est géré par l'AFD, à travers une coopération déléguée: une forte implication de l'écosystème public/privé d'appui à l'entrepreneuriat guinéen sera assurée tout au long du projet ;
- Logique du faire faire, avec une attention particulière à l'internalisation de compétences « terrain » ;
- Couplage de services financiers et non financiers, délivrés par des acteurs différenciés et impliquant une forte mobilisation des institutions financières.

Dans le cadre du projet, l'AFD mettra en œuvre l'ensemble du projet : 10M d'euros en fonds délégués de l'UE et 5M d'euros en subventions directe de l'AFD qui aura une requête de l'Etat guinéen sur ce projet représenté par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises (ministère de tutelle de l'APIP). La signature des conventions se fera, comme il est d'usage, avec le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. L'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) signera une convention de délégation avec l'Etat. C'est l'unité de gestion du projet logée en son sein qui sera responsable de la coordination et mise en œuvre globale du projet, en partenariat avec d'autres acteurs publics et privés qu'elle mobilisera quand pertinent dans le cadre du projet.